

Cahier des Clauses Administratives Particulières

(C.C.A.P)

Marché de travaux

N°2024 033 DTVX 011

**Travaux de remplacement de deux ascenseurs duplex de l'hôpital BRETONNEAU du
GHU AP-HP. Nord Université Paris-Cité**

Procédure adaptée

**(Articles R2123-1, R2123-5, R2123-6 et R2131-12 R2131-13 et R2131-18 du code de la
commande publique)**

Pouvoir adjudicateur : Monsieur le Directeur Général de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris.

Représenté par : M. le Directeur du GHU AP-HP. NORD – Université de Paris

Comptable public assignataire des paiements : M. le Directeur Spécialisé des Finances Publiques pour l'AP-HP

Lieu d'exécution du marché

Hôpital Bretonneau
23, rue Joseph de Maistre
75018 Paris

SOMMAIRE

ARTICLE 1- IDENTIFICATION DES INTERVENANTS	4
ARTICLE 2- OBJET DU MARCHE ET DISPOSITIONS GENERALES	7
SANS OBJET.	8
ARTICLE 3- PIECES CONTRACTUELLES	10
ARTICLE 3- FORME DES PRIX	11
ARTICLE 4 - DISPOSITIONS FINANCIERES	12
4.1 CONTENU DES PRIX	12
4.2 FORME DES PRIX	12
EN CAS DE DISPARITION DE L'INDICE DE BASE, UN INDICE DE SUBSTITUTION QUI SE RAPPROCHE LE PLUS SERA TROUVE PAR LES PARTIES.	13
4.4 FACTURATION	13
4.5 MODALITES DE PAIEMENT	15
4.6 ACOMPTES	15
4.7 AVANCE	16
4.8 RETENUE DE GARANTIE	16
ARTICLE 5- CERTIFICATS	17
ARTICLE 6- OBLIGATIONS CONFIDENTIALITE	19
ARTICLE 7- ORGANISATION DES TRAVAUX	20
7.1 DISPOSITIONS GENERALES	20
7.2 SECURITE LORS DES TRAVAUX	21
7.3 ACCES AUX LOCAUX	21
7.4. HABILITATION DU PERSONNEL	21
7.5. PREPARATION	21

7.6.	REUNION DE CHANTIER	22
7.7.	EXECUTION DES TRAVAUX	22
7.8.	ENGAGEMENTS DU TITULAIRE	22
7.9.	RESPONSABILITE	22
7.10.	DEPENSES A PREVOIR	23
7.11.	HORAIRES, NUISANCES SECURITE INCENDIE	23
7.13.	ECHANTILLONS	23
7.14.	RISQUE AMIANTE	23
7.15.	TENUE DU CHANTIER – CONTROLE DU RESPECT DES REGLES D’HYGIENE	24
7.16.	SPECIFICATIONS PARTICULIERES	26
7.17.	MODIFICATIONS OU TRAVAUX EFFECTUES SUR DES ASCENSEURS MARQUES CE	26

ARTICLE 8 - PENALITES

ARTICLE 9 - PROVENANCE DES MATERIAUX, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE

ARTICLE 10 - RECEPTION DES TRAVAUX

10.1	RECEPTION	28
10.2	REMISE DES DOCUMENTS CONFORME A L’EXECUTION	28

ARTICLE 11 - ASSURANCE

11.1	GENERALITES	28
11.2	RESPONSABILITE CIVILE	29
11.3	ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE	29

ARTICLE 12 -MESURES COERCITIVES ET RESILIATION

ARTICLE 13 - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 14 - DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX

ARTICLE 1- IDENTIFICATION DES INTERVENANTS

1.1 Maitre d'ouvrage : GHU Nord Université Paris-Cité
Site Hôpital BRETONNEAU
23 rue Joseph de Maistre
75 018 PARIS

1.2 Assistant à maîtrise d'ouvrage : FEREST ENERGIE.

1.3 Contrôleur technique :

La mission de Contrôleur Technique est assurée par la société **RISK CONTROL**.

1.4 Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (Coordonnateur SPS) :

En application de la Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et de ses textes d'application en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil, l'APHP a désigné, en tant que Coordonnateur SPS : **QUALICONSULT**.

1.5 Autre intervenant :

Exploitant : OTIS.

1.6 Sous-traitance :

L'entrepreneur titulaire du marché peut sous-traiter une partie des prestations qui lui sont confiées selon les dispositions de la loi n° 75.1334 modifiée du 31 décembre 1975 et selon les dispositions du CCAG-travaux, notamment son article 3.6. Il ne peut en aucun cas sous-traiter la totalité de son marché.

Le Titulaire a l'obligation de déclarer et de faire accepter son sous-traitant par le maître de l'ouvrage : il doit également faire agréer les conditions de paiement du sous-traitant.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de son acceptation et agrément préalable et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au C.S.P.S., lorsque celui-ci est exigé par la loi, un P.P.S.P.S., conformément à l'article L4532-9 du code du travail.

Le démarrage des travaux par le sous-traitant n'interviendra qu'après l'inspection commune effectuée avec le coordinateur SPS.

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations du sous-traitant.

Toute sous-traitance occulte expose le titulaire à la résiliation du marché et le sous-traitant à ne bénéficier d'aucun paiement des prestations effectuées.

Des pénalités sont prévues à l'article 8 du CCAP, nonobstant l'application de (article 50.3 du CCAG) sur la résiliation.

En cas de sous-traitance, il sera fait application des articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique, régissant notamment les conditions d'agrément des sous-traitants et les dispositions financières qui seront appliquées.

a. Modalités de présentation d'une demande d'acceptation et d'agrément de sous-traitance en cours d'exécution du marché

En vue d'obtenir cet agrément et cette acceptation, l'entrepreneur doit remettre contre récépissé au représentant du pouvoir adjudicateur ou lui adresser par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une déclaration de sous-traitance à partir du formulaire intitulé DC4 disponible sur le site [Les formulaires de déclaration du candidat | Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie et Ministère chargé du Budget et des Comptes publics](#).

Ce document, qui sera dûment renseigné et signé, devra en outre, pour être complet, être accompagné de toutes les pièces qui y sont listées.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par l'administration et de l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant conformément à l'article L21932 du code de la Commande Publique.

Le titulaire précise dans la déclaration de sous-traitance :

- la nature des prestations envisagées pour le sous-traitant,
- le nom ou la raison sociale et l'adresse du sous-traitant,
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant envisagé,
- le compte bancaire à créditer.

L'acceptation du sous-traitant par l'APHP et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par la signature et la notification d'un acte spécial de sous-traitance. Seule une sous-traitance de niveau un sera acceptée.

Les documents à remettre par le sous-traitant sont les suivants :

- Une attestation de régularité fiscale prouvant que l'entreprise était à jour de ses obligations fiscales pour l'année N-1,
- Les documents listés à l'article 5 du présent CCAP datant de moins de 6 mois,
- Les attestations d'assurances visées à l'article 5 du présent CCAP en cours de validité,
- Si l'entreprise sous-traitante est établie hors de France, une copie de la déclaration de détachement établie en application des articles R1261-1 et suivants du Code du Travail et une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-2,

- Une liste nominative des salariés étrangers employés par le sous-traitant et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail. En application de l'article D8254-2 du même code, Cette liste mentionne, pour chaque salarié y figurant : la date d'embauche, la nationalité de l'intéressé, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les Entrepreneurs veillent à ce que tout sous-traitant agréé, dès lors qu'il intervient plus de 6 mois sur le chantier, renouvelle chaque document lorsqu'il n'est plus en cours de validité.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, à l'Entrepreneur et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, l'Entrepreneur s'engage à faire connaître au maître d'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

b. Conditions d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement :

L'acceptation préalable du maître d'ouvrage ne peut être accordée qu'au profit d'entrepreneurs :

- justifiant des qualifications nécessaires et de l'assurance des responsabilités auxquelles l'entrepreneur principal est lui-même assujetti,
- ayant produit les attestations visées aux articles L 2141-1 et R2143-3 du code de la commande publique.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement par le maître d'ouvrage ne pourront être accordés qu'après mainlevée à hauteur de la ou des part(s) sous-traité(s), du nantissement affectant éventuellement le contrat principal.

En cas de présentation d'un sous-traitant en cours de marché, l'acceptation est subordonnée au remboursement de la partie de l'avance versée au titulaire au titre des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, le sous-traitant de premier rang **devra produire la caution conformément à la loi de 1975. Aucune demande de délégation de paiement ne sera acceptée par le maître d'ouvrage.**

c. Conséquence de l'acceptation du sous-traitant et de l'agrément des conditions de paiement

Dès acceptation, l'entrepreneur indique au maître d'œuvre/maître d'ouvrage le nom de la personne physique qualifiée pour représenter le sous-traitant et transmet sans délai au maître d'ouvrage le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels.

Si sans motif valable il n'a pas rempli cette obligation UN MOIS après avoir été mis en demeure de le faire, il encourt l'application des mesures prévues à l'article 8 « pénalités » du présent C.C.A.P.

Le sous-traitant accepté par le maître d'ouvrage bénéficie du paiement direct des travaux qu'il réalise à hauteur du montant des sommes correspondant aux dits travaux dans le cadre du contrat principal, et suivant les dispositions de celui-ci.

Il sera fait application des articles R. 2193-10 à R. 2193-22 du Code de la commande publique.

En application de l'article R 2193-13, il est rappelé que le silence gardé par le titulaire au-delà du délai de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception contenant la demande de paiement du sous-traitant vaudra acceptation tacite du titulaire s'agissant de cette demande.

1.7. Cotraitance

La situation des cotraitants est régie par le CCAG-Travaux (notamment en ses articles 3.5, 3.6, 3.8, 9.1, 10.7, 10.8 et 12) et par les articles R2142-1 à -14, R2142-19 à -27, R2191-36 à -41 et R2191 -46 à -53 du code de la commande publique. Le cas échéant, le mandataire du groupement conjoint est solidaire des autres membres du groupement.

Dans le cas de présentation en groupement d'entreprises, le mandataire sera solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur. La solidarité vaut jusqu'à la fin des obligations contractuelles.

ARTICLE 2- OBJET DU MARCHE ET DISPOSITIONS GENERALES

2.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de **travaux de remplacement de deux ascenseurs duplex de l'hôpital BRETONNEAU du GHU AP-HP. Nord Université Paris-Cité.**

L'établissement est classé ERP type U de 3^{ème} catégorie.

Les ascenseurs desservent 5 niveaux du R-1 au R+3 ; la machinerie est située au sous-sol.

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) fixe les conditions particulières de la dépose et repose des équipements à remplacer au même emplacement avec au minimum les mêmes caractéristiques techniques.

2.2 Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti compte tenu des contraintes techniques liées à l'opération.

2.3 Tranches

Sans objet.

2.4 Délai d'exécution des travaux

2.4.1 Le délai global d'exécution

Le délai global d'exécution du marché et de livraison des ouvrages est de 5 MOIS maximum comprenant la période de préparation d'1 mois par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux.

Le délai global d'exécution des travaux commencera à courir à compter de la date portée par le maître d'ouvrage sur l'ordre de service numéro un (1) au titulaire, prescrivant le démarrage de la période de préparation, par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG.

Ce délai prend fin à la date de réception complète des ouvrages. Ce délai comprend outre le temps nécessaire aux travaux :

- La période nécessaire à la préparation du chantier
- Les périodes nécessaires à l'élaboration et à l'approbation des documents et dossiers d'exécution des ouvrages.
- les périodes nécessaires aux essais, réglages et mises en service des équipements, réseaux et énergies diverses.
- les arrêts de chantier pour causes d'intempéries le cas échéant, reconnus et acceptés par le maître d'œuvre par ordres de service.
- Les périodes nécessaires aux opérations préalables à la réception de l'ouvrage, aux opérations de réception et aux opérations de levées des réserves.
- Les congés, vacances, jours chômés et fériés de toute nature.
- La remise en état des lieux.
- La fourniture du DOE.

Ce délai est un délai global d'exécution des ouvrages pour l'ensemble des corps d'état.

Il sera décomposé dans le planning global d'exécution des travaux en délais par tâches et par corps d'état.

2.4.2 Planning global d'exécution

Le planning global d'exécution, qui doit servir de cadre à l'élaboration du planning détaillé d'exécution des études et des travaux pendant la période de préparation, comporte aussi bien l'indication du délai global que des délais partiels par corps d'état.

En tout état de cause, les travaux ne devront démarrer qu'après vérification par le maître d'ouvrage ou son représentant et le CSPS que les prestations à réaliser durant la période de préparation ont bien été effectuées.

Si tel n'est pas le cas, tout retard dans le démarrage des travaux du fait de ce constat sera entièrement imputable au titulaire.

2.4.3 Planning détaillé d'exécution

Le planning détaillé d'exécution est élaboré **au plus tard un mois avant la fin de la période de préparation.**

Le planning détaillé d'exécution après validation du maître d'œuvre, est notifié au titulaire et est rendu ainsi contractuel. Il se substitue alors au planning prévisionnel. A défaut le planning prévisionnel demeure contractuel.

Au cours de la réalisation des travaux, le maître d'ouvrage ou son représentant se réserve le droit de faire réviser ce planning détaillé d'exécution puis de le notifier au titulaire par ordre de service en fonction des aléas constatés après accord de la maîtrise d'ouvrage.

Dans l'attente de la notification du planning d'exécution détaillé, le planning prévisionnel reste contractuel au regard notamment de la détermination des retards.

Ce document doit impérativement préciser :

- les dates et les délais des tâches opérationnelles détaillées,
- la date de réception.

2.4.4 Prolongation du délai d'exécution

Par application de l'article 18.2 du CCAG Travaux, la prolongation des délais d'exécution ne peut résulter que d'un avenant à l'exception des seules dispositions prévues à l'article 18.2.3 du CCAG Travaux.

Les prolongations de délai n'ouvrent pas droit à indemnisation du titulaire.

2.5 Prestations similaires et clause de réexamen

En application de l'article R 2122-7 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de recourir un marché sans publicité ni mise en concurrence

préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire.

En application du 1° de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, le présent marché pourra faire l'objet d'un réexamen au titre de :

- De la composition du groupement en cas de défaillance d'un cotraitant. Après approbation du maître d'ouvrage, le mandataire pourra se substituer au cotraitant défaillant dans ses droits et obligations dans les conditions initiales du marché
- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles prestations/travaux.
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché :
 - *Soit par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement.*

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du Titulaire du marché par courrier recommandé.

ARTICLE 3- PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante et par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux comme suit :

- L'acte d'engagement dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées soit par mise au point, soit par avenant,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.), l'exemplaire conservé par l'APHP faisant seul foi,
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (JORF n° 0078 du 1er avril 2021),
- Le CCTP,
- Les DTU et autres règles professionnelles applicables.

Les pièces générales, bien que non jointes aux autres pièces constitutives du marché, sont réputées connues de l'entrepreneur.

- Les éventuels plans,
- Le planning d'exécution des travaux ; ce calendrier sera rendu définitif au cours de la période de préparation visée ci-avant,

- La décomposition du prix global et forfaitaire : La décomposition du prix global forfaitaire des travaux (D.P.G.F) donne la décomposition du prix par corps d'état et par type d'ouvrage. Les erreurs qui pourront être relevées dans ce devis après la remise des offres ne pourront, en aucun cas, conduire à une modification du prix global et forfaitaire porté dans l'acte d'engagement.

La décomposition du prix global forfaitaire des travaux (D.P.G.F) n'a de caractère contractuel que pour ce qui concerne, d'une part l'établissement des situations, et d'autre part le décompte des travaux ajoutés ou supprimés en cours de chantier par ordre de service signé du maître d'ouvrage.

Ainsi, l'entrepreneur qui complète ce cadre de décomposition quant aux prix unitaires et produits, est tenu de le vérifier et de signaler au maître d'ouvrage ou son représentant, toute erreur ou omission par rapport au contenu des prestations décrites au C.C.T.P.

En outre, il convient de préciser que quelles que soient les informations apportées par les entreprises pour compléter ou préciser ce cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (suppression ou ajout de poste(s), quantités, prix unitaires, annotations diverses telles que « P.M. », « N.C. », « sans objet », etc...), celles-ci ne sauraient en rien exonérer les entreprises de réaliser l'intégralité des prestations définies et décrites (pièces écrites et pièces graphiques) dans le dossier de consultation.

- Le mémoire technique du titulaire dont les dispositions ne pourront être opposables qu'au seul titulaire.

A l'appui de son offre, le titulaire a présenté des documents qui constituent des engagements unilatéraux de sa part. La personne publique pourra, par conséquent, exiger à tout moment de la part du titulaire le strict respect des dispositions contenues dans ces documents. En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du titulaire, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, en particulier à l'appui d'une quelconque forme de réclamation. Ces engagements unilatéraux sont décrits dans le mémoire technique proposé par le candidat.

- Les éventuelles déclarations de sous-traitance.

ARTICLE 3- FORME DES PRIX

Conformément aux articles R2112-6.2° du code de la commande publique, les prix des travaux faisant l'objet du marché sont des prix forfaitaires hors TVA appliqués aux travaux réellement exécutés.

Le présent marché est à prix forfaitaire rémunérant les prestations figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) du titulaire.

Pour établir son prix, l'Entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix forfaitaires comprennent l'ensemble des coûts afférents à la prestation qu'ils couvrent sans que le titulaire ne puisse soumettre un quelconque prix annexe au maître d'ouvrage (article 9.1 du CCAG-Travaux) et sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation. Dès lors, les prix présentés à travers la DPGF sont établis en tenant compte notamment :

- des frais d'études d'exécution éventuels ;
- des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée d'autres ouvrages ou prestations ;
- de la participation aux dépenses d'intérêt commun et au compte des dépenses communes;
- des sujétions d'organisation du chantier dans le site général de l'opération ;
- des mesures de sécurité incombant à l'entrepreneur, conformément à la réglementation en vigueur ;
- de la rémunération directe par les entrepreneurs de la valorisation des tâches ;
- des présentations d'échantillons, prototypes, etc. ;
- des coûts imposés par l'application des réglementations relatives au traitement de certains déchets ;
- du fait que les travaux sont réalisés en milieu hospitalier en activité et des contraintes que cela impose à l'entrepreneur, notamment pour ce qui concerne l'interdiction d'utiliser des appareils trop sonores hors horaires décalés, les protections à installer et maintenir,... (cf. CCTP).

ARTICLE 4 - DISPOSITIONS FINANCIERES

4.1 Contenu des prix

Le prix comprend toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à la mise en œuvre de la prestation à savoir l'ensemble des moyens en personnels et en matériels adaptés en qualité et en quantité à la mission, objet du présent marché ; sont exclus des frais les moyens mis à la charge des autres intervenants dans l'opération, soit au titre de leur marché s'il est passé, soit prévus dans les pièces des marchés à passer et les frais d'assurance.

4.2 Forme des prix

Les prix sont conclus à prix global et forfaitaire.

4.3 Variation des prix

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois d'établissement des prix indiqué dans l'acte d'engagement (**ou annexe de mise au point tenant compte des négociations le cas échéant**). Ce mois est appelé « mois zéro » (Mo).

Le prix du marché sera révisé à la date d'exécution des travaux.

L'index appliqué est le dernier index INSEE paru au mois « m » du mois d'exécution des travaux. Le prix révisable de l'acompte du mois « m » est donné par la formule :

$$P = P_o \times [0,125 + 0,875 (BT / BTo)]$$

Dans laquelle :

- P : Prix révisé au mois d'exécution des travaux
- Po : Prix au mois M0
- BT : Indice BT48 définis ci-après au mois d'exécution des travaux
- BTo : Indice BT48 définis ci-après au mois M0

En cas de disparition de l'indice de base, un indice de substitution qui se rapproche le plus sera trouvé par les parties.

Si les travaux ne sont pas achevés à la date prévue contractuellement, la révision se fait sur la base valeur des index à la date d'achèvement contractuelle.

4.4 Facturation

4.4.1 Facturation électronique

La dématérialisation des factures constitue une obligation au sein du secteur public. Le titulaire du marché et ses sous-traitants admis au paiement direct doivent obligatoirement utiliser la solution mutualisée, mise à la disposition de l'Etat, dénommée « portail de facturation CHORUS PRO » qui permet la réception et la transmission des factures sous forme électronique.

4.4.2 Décompte mensuel (Facturation)

Afin de respecter et d'optimiser la bonne exécution financière du présent marché, le titulaire respectera les conditions énoncées au présent article. Par dérogation aux articles 13.1, 13.2 et 13.5 du CCAG Travaux, le règlement du titulaire s'effectuera dans les conditions ci-dessous.

Tout règlement par l'APHP est subordonné à la présentation d'un décompte mensuel, dont le cumul correspond au prix global et forfaitaire indiqué dans l'acte d'engagement, éventuellement modifié par avenant(s).

Le décompte mensuel de travaux est déposé obligatoirement via le portail CHORUS.

Le titulaire devra respecter les modalités de présentation des décomptes mensuels, suivantes :

- Mentions relatives aux parties :
 - Le nom complet et l'adresse de l'entreprise (titulaire) et du maître d'ouvrage,
 - Le numéro SIRET/SIREN de l'entreprise,
 - Le numéro d'identification à la TVA intracommunautaire de l'entreprise et de l'APHP (n°FR95267500452),
 - Le numéro du marché (n°2024 033 DTVX 011),
 - Le code établissement n°033
 - Le numéro et la date du décompte mensuel.

- Mentions relatives aux travaux réalisés :

Pour chaque ligne du décompte mensuel :

- La dénomination précise des prestations exécutées,
- La quantité des prestations exécutées,
- Le prix unitaire hors taxe,
- Les éventuels rabais, remises, ristournes ou escomptes,
- Le taux de TVA applicable ou précisions si exonération.

Pour l'ensemble des travaux facturés :

- Le total HT par taux de TVA,
- Le montant de la TVA par taux d'imposition,
- Les éventuels rabais, remises, ristournes ou escomptes non rattachés à l'ensemble des opérations facturées,
- Le montant de la retenue de garantie
- Le montant de l'avance à payer ou à rembourser
- La référence en cas d'exonération à la disposition correspondante,
- La mention indiquant que l'opération est soumise à un régime d'autoliquidation et d'autofacturation.

Le titulaire joint au projet de décompte mensuel les pièces suivantes :

- le calcul, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- le cas échéant, les pièces justifiant les débours, effectués au titre de l'article 26.4 du Cahier des clauses administratives générales, dont il demande le remboursement ;
- les copies des demandes de paiement des sous-traitants acceptées par le titulaire.

En cas de groupement d'entreprise, le mandataire du groupement transmet le décompte et joint la répartition des sommes dues entre les membres du groupement.

Les éléments figurant dans les décomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

A défaut de l'une de ces mentions, le projet de décompte sera retourné au titulaire et le délai de paiement suspendu en conséquence ; il en sera de même dans les cas suivants :

- La non-prise en compte de la récupération de l'avance,
- La répartition du montant à régler au titulaire et à ses sous-traitants non mentionnée,
- Le décompte mensuel est une copie,
- Le décompte mensuel n'est pas imprimé sur du papier à en-tête.

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

4.4.3 Demande de paiement final

A l'achèvement des travaux, un projet de décompte final est établi selon les stipulations des articles 12.1 à 12.3 du CCAG-Travaux. Ce projet de décompte final est la demande de paiement finale du titulaire. Il établit les sommes auquel le titulaire prétend du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées.

4.5 Modalités de paiement

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du CCAG-Travaux.

4.5.1 Délai global de paiement

Les délais de règlement n'excéderont pas 50 jours calendaires à compter de la date de la présentation de la facture par le Titulaire ou du décompte mensuel ou du décompte général définitif et de la facture correspondante.

Le délai global de paiement de 50 jours calendaires expire à la date de règlement qui est défini comme l'ordre de virement donné à l'établissement financier teneur du compte de l'APHP.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le Pouvoir Adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

4.5.2 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises après application des clauses de variation et de pénalisation.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit points.

En sus des intérêts moratoires dus pour tout retard de paiement, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixée à quarante (40) euros.

4.6 Acomptes

Dans les conditions prévues aux articles R2191-20 et suivants du code de la commande publique les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes.

L'acompte rémunère un service fait. Le montant de l'acompte ne peut donc excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Afin de pouvoir obtenir le versement d'un acompte, le titulaire produira un décompte des prestations réalisées afférentes à sa demande d'acompte, qui sera vérifié et accepté par le représentant du maître d'ouvrage.

4.7 Avance

- Montant et condition du versement de l'avance

L'avance est fixée à 5% (Option B), conformément aux R2191-3 et R2191-7 du Code de la commande publique et au 10.1 du CCAG-travaux.

Le titulaire, dans tous les cas, peut refuser le versement d'une avance comme indiqué dans l'acte d'engagement

L'avance n'est ni actualisable, ni révisable, quelle que soit la forme du prix du marché. Elle donne lieu à un unique versement au commencement d'exécution du marché.

- Modalités de remboursement

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues à l'entrepreneur, par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de solde.

Il commence lorsque le montant des prestations exécutées par l'entrepreneur atteint 65 % du montant T.T.C. des prestations qui lui sont confiées au titre du marché.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par l'entrepreneur atteint 80 % du montant T.T.C. des prestations qui lui sont confiées au titre du marché.

Si le titulaire du marché public qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché public postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct, même dans le cas où le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

4.8 Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5,00% sera appliquée sur tous les acomptes (toutes taxes comprises) dès lors que le montant du marché est supérieur à 200 000€HT (augmenté le cas échéant du montant des avenants).

Cette retenue a pour objet de couvrir les éventuelles réserves formulées lors de la réception des travaux, ainsi que les désordres pouvant survenir pendant le délai de garantie.

Cette retenue de garantie sera constituée dans les conditions des articles R.2191-32 à R.2191-35 du Code de la commande publique.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la

demande de paiement correspondant au premier acompte du marché. Il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés si le maître d'ouvrage n'a pas, avant l'expiration du délai, notifié par lettre recommandée au contractant ou à l'établissement que le marché n'a pas été correctement exécuté.

En l'absence de cette notification, le remboursement de la retenue de garantie intervient dans le mois qui suit l'expiration du délai de garantie.

Dans le cas où cette notification a été effectuée, il ne peut être mis fin à l'engagement de l'établissement que par une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 5- CERTIFICATS

Conformément aux articles D.8222-5 et D.8254-1 et suivants du code du Travail, devront être produits, à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les documents suivants :

5.1 Documents à produire tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché

- Une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et datant de moins de 6 mois,
- Un document garant de l'inscription du titulaire au Registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers (K Bis, cadre d'identification, ou autres documents, un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription),
- la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail.

Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précisera pour chaque salarié :

- 1° Sa date d'embauche ;
- 2° Sa nationalité ;
- 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

En cas d'inexactitude ou de non production des documents et renseignements, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire.

5.2 Documents à produire tous les ans (le cas échéant) jusqu'à la fin de l'exécution du marché

Tous les ans, à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci :

- Une attestation délivrée par l'administration fiscale établissant que le titulaire est à jour de ses obligations fiscales pour l'année N-1
- Les attestations d'assurances couvrant l'exécution des travaux

5.3 Les documents exigibles en cas de détachement d'un salarié sur le sol français

Dans l'hypothèse où l'un des titulaires et/ou un sous-traitant intervenant dans le cadre de l'exécution du marché était établi hors du territoire français, les documents suivants seront obligatoirement communiqués au maître d'ouvrage, avant le début de chaque détachement d'un ou plusieurs salariés, en application des articles R.1263-3 et suivants du code du travail :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-3-1, R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 ;
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-2. (La désignation de ce représentant est effectuée par écrit par l'employeur. Elle comporte les noms, prénoms, date et lieu de naissance, adresse électronique et postale en France, le cas échéant la raison sociale, ainsi que les coordonnées téléphoniques du représentant. Elle indique l'acceptation par l'intéressé de sa désignation ainsi que la date d'effet et la durée de la désignation, qui ne peut excéder la période de détachement.

En cas d'inexactitude ou de non production de cette liste, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire.

5.4 Modifications dans la structure du titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant du maître d'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiements ;

et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Le défaut de communication de ces renseignements dégagera la responsabilité du maître d'ouvrage dans toute éventuelle erreur d'acheminement d'un document au titre du présent marché et le titulaire ne pourra invoquer cette erreur pour contester les pénalités qu'il pourrait encourir en cas de retard.

En cas de non communication des modifications, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire.

5.5 Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire doit être communiqué immédiatement au représentant du maître d'ouvrage par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

ARTICLE 6- OBLIGATIONS CONFIDENTIALITE

Le Titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le Titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts du GHU NORD UNIVERSITÉ PARIS-CITÉ, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA.

La méconnaissance de cette prescription obligerait le Titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le Titulaire veille à ce qu'au cours de l'exécution du présent marché, soient respectées la sécurité et la confidentialité des données et des accès informatiques du GHU NORD UNIVERSITÉ PARIS-CITÉ conformément aux lois et régimes applicables, et notamment conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la Loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles (article 29) et aux dispositions du code pénal en vigueur.

À ce titre, le Titulaire s'engage :

- À ne rendre publique aucune information du GHU NORD UNIVERSITÉ PARIS-CITÉ, sans l'accord du GHU NORD UNIVERSITÉ PARIS-CITÉ, quelle que soit la source ou l'origine de cette information ;
- À n'utiliser les informations et documents délivrées par le GHU NORD UNIVERSITÉ PARIS-CITÉ qu'à sa demande exclusive et pour la finalité définie dans le présent marché ;
- À ne pas divulguer à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, et sous quelque forme que ce soit, les informations et documents communiqués par le GHU NORD UNIVERSITÉ PARIS-CITÉ à l'occasion de l'exécution du présent marché ;
- À prendre toutes les mesures pour que lesdites données ne puissent être accessibles à d'autres personnes que les personnels attachés à leur traitement et à leur analyse. Ces derniers seront sensibilisés au caractère stratégique des informations et documents confiés et liés au Titulaire par un engagement de confidentialité ;
- À ne pas procéder à des copies, utilisations ou diffusion de partie ou totalité d'un fichier et/ou d'une donnée détenus par le GHU NORD UNIVERSITÉ PARIS-CITÉ ou installés sur une configuration, sur un support, sur un élément ou sur un sous-ensemble d'une configuration détenus par celle-ci, à l'exception des copies, utilisations ou diffusion nécessaires à l'exécution d'une prestation prévue au présent marché, auquel cas l'accord de le GHU NORD UNIVERSITÉ PARIS-CITÉ est nécessaire ;
- À ne pas sortir du lieu d'hébergement des configurations, des supports numériques ou d'autres, d'éléments ou sous-ensembles d'une configuration, d'un matériel, ou d'une

documentation détenue par le GHU NORD UNIVERSITÉ PARIS-CITÉ sans l'autorisation préalable et écrite de celle-ci.

Le Titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de le GHU NORD UNIVERSITÉ PARIS-CITÉ ,qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le Titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Le Titulaire sera responsable vis-à-vis du GHU NORD UNIVERSITÉ PARIS-CITÉ de la perte de documents remis sous quelque forme que ce soit, ou de la divulgation volontaire ou involontaire d'informations communiquées. Le Titulaire s'engage, à ce titre, à aviser sans délai le GHU NORD UNIVERSITÉ PARIS-CITÉ de toute disparition, ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation des présentes obligations.

Le Titulaire doit procéder à la destruction ou à la restitution de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, à l'échéance du présent marché, ou préalablement sur ordre de l'AP-HP.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés, mais également à tout opérateur économique intervenant pour le compte ou en partenariat avec le Titulaire (cotraitants et sous-traitants notamment).

Le GHU NORD UNIVERSITÉ PARIS-CITÉ se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait nécessaire pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire. En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

Le GHU NORD UNIVERSITÉ PARIS-CITÉ se réserve le droit d'exiger du Titulaire du marché, sans versement d'aucune indemnité, le remplacement immédiat de tout agent salarié de l'entreprise qui aurait contrevenu aux règles précédemment édictées.

Le GHU NORD UNIVERSITÉ PARIS-CITÉ pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

ARTICLE 7- ORGANISATION DES TRAVAUX

7.1 Dispositions générales

Le titulaire assurera l'organisation du chantier et de la coordination de l'ensemble des prestations relevant de sa compétence mais aussi de celles de ses sous-traitants (délais d'approvisionnement des matériaux, délais de production des plans d'exécution, listing d'ordonnancement des tâches, tenue du planning d'exécution des travaux, relation avec les sous-traitants).

Le titulaire informera le Maître d'Ouvrage ou son représentant de la personne responsable des travaux afin de pouvoir la contacter à tout moment.

7.2 Sécurité lors des travaux

Les personnels du titulaire devront se renseigner auprès du maître d'ouvrage, sur le ou les itinéraires à emprunter afin d'assurer l'approvisionnement en matériels et matériaux.

Les personnels du titulaire satisferont ses besoins en électricité en utilisant les réseaux existants du bâtiment. Il installera si besoin, les coffrets de chantier qui lui seront nécessaires afin d'assurer la distribution électrique et l'éclairage de ses zones d'intervention. Les coffrets et les rallonges électriques de chantier seront sous la responsabilité du titulaire notamment pour ce qui concerne les protections (calibrage des différentiels, etc....).

Le titulaire aura à sa charge tous les dispositifs et équipements indispensables, pour assurer la sécurité des personnes et des biens sur l'espace public (lors de la livraison du matériel et des matériaux) et à proximité des gaines ascenseurs, à l'intérieur du bâtiment (lors de la réalisation des travaux).

Il aura également à sa charge, la mise en place de protection spécifique en fonction du type de travaux.

7.3 Accès aux locaux

Les personnels du Titulaire ou ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du Titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise Titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

7.4. Habilitation du personnel

Le personnel intervenant dans le cadre de ces travaux devra impérativement présenter une habilitation électrique.

Les copies conformes des attestations et habilitations devront être présentées avant remise de l'ordre de service auprès du Maître d'Ouvrage et de son représentant.

En cas de non présentation de ces documents le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'annuler la prestation sans préavis ni dédommagement.

7.5. Préparation

La période de préparation a pour objet d'identifier, d'organiser et de caractériser la méthodologie indispensable au bon déroulement des travaux dans les délais impartis, validés par le Maître d'Ouvrage et le titulaire du marché.

Le titulaire fournira donc, dans le mois suivant l'ordre de service ou la notification du marché, tous les documents inhérents aux travaux comme les plans, notes de calcul, échantillons, déclaration de sous-traitance, etc..., permettant une parfaite organisation de l'opération.

Ces documents seront régulièrement mis à jour par le titulaire avant chaque réunion de chantier et remis au Maître d'ouvrage au cours des réunions de chantier.

Tous les plans et documents non validés par le Maître d'ouvrage ou son représentant, ou le bureau de contrôle si existant sur l'opération, seront considérés comme non recevables. Le Maître de l'Ouvrage pourra refuser les travaux.

7.6. Réunion de chantier

L'organisation et la fréquence des rendez-vous de chantier sont laissées à l'initiative du Maître d'Ouvrage en fonction des nécessités et des phases d'avancement du chantier.

Le titulaire est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier organisés par le Maître d'Ouvrage et ce, autant de fois qu'il sera nécessaire pendant la durée des travaux. En cas d'impossibilité le titulaire devra se faire représenter par une personne qualifiée ayant pouvoir de décision, afin que les arbitrages inhérents aux travaux soient menés et mis en application immédiatement.

Le titulaire mettra tout en œuvre pour que les demandes formulées au cours des réunions de chantier soient traitées au plus tard pour la réunion de chantier suivante. Le cas échéant, des pénalités pourront être appliquées.

Les observations figurant au compte-rendu sont contractuelles. Si le compte-rendu ne fait l'objet d'aucune contestation au plus tard sous huit jours à compter de sa date de diffusion, les dispositions qui y sont décrites sont considérées comme acceptées sans aucune réserve.

7.7. Exécution des travaux

Le titulaire est tenu de maintenir en tout temps un nombre suffisant d'ouvriers et d'agents de maîtrise sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant.

Il est également tenu d'avoir toujours tous matériels, approvisionnements et outillages divers de manière à assurer la bonne marche des travaux et leur achèvement dans le délai prescrit.

Dans le cas où un retard serait constaté dans la cadence d'exécution des travaux, le Maître d'ouvrage pourrait mettre en demeure le titulaire.

7.8. Engagements du titulaire

Le titulaire prend à sa charge les installations mentionnées dans les documents contractuels en toute connaissance de cause et déclare expressément les accepter dans l'état où elles se trouvent. En outre il reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des locaux et vérifié les caractéristiques des appareils figurant au descriptif des travaux.

Le titulaire devra répondre en totalité aux travaux d'adaptation directement liés au parfait achèvement de la prestation, à la livraison "clé en main" des installations et en parfait état de finition.

7.9. Responsabilité

Dans le cadre de son obligation de résultat, le titulaire retenu pour la réalisation des ouvrages, objets du présent programme, est tenue de livrer ces travaux dans le respect du marché et conformément aux délais.

Il sera également responsable des dommages de toute nature qui pourraient être causés, pendant les travaux, à tout ouvrage, bâtiment ou partie de bâtiment existant, à toute personne, par le fait de ses travaux.

En cas de sinistre du fait de l'exécution de ses travaux, le titulaire supportera tous les frais liés tels que les frais de déblaiement, de remplacement, de réparation ou de reconstruction

de la ou des parties sinistrées, ainsi que les conséquences financières sans pouvoir prétendre à une indemnité ou révision du montant de son marché pour le surcoût correspondant.

Le titulaire prendra toutes les dispositions pour la sécurité de toutes personnes présentes dans le bâtiment notamment dans l'environnement proche de la zone de travaux.

7.10. Dépenses à prévoir

Il n'est pas prévu de compte des dépenses dans la mesure où le maître d'Ouvrage prend à sa charge les consommations et besoins courants du titulaire intervenant sur le site (eau et électricité).

En revanche, tous les nettoyages pendant le déroulement des travaux et pour la réception définitive des ouvrages sont à la charge exclusive du titulaire.

7.11. Horaires, nuisances sécurité incendie

Les travaux bruyants seront planifiés avec le responsable de l'établissement. Le maître d'ouvrage ou son représentant pourront faire cesser des actions bruyantes ou dérangeantes chaque fois qu'ils le jugeront nécessaire.

Toute opération pouvant entraîner des risques d'incendie ne peut être entreprise qu'après délivrance par les services compétents d'un permis de feu.

7.12. Identification des intervenants

Le personnel intervenant sur le chantier sera obligatoirement le titulaire ou de l'un des sous-traitants dûment validés par le Maître d'Ouvrage.

Une liste nominative sera préalablement fournie au Maître d'Ouvrage pour le contrôle des accès.

7.13. Echantillons

Le titulaire du marché présentera sous 15 jours à compter de l'ordre de service les échantillons concernant les finitions esthétiques des cabines : sol, mains courante, lisses de protection, panneaux cabine, type d'éclairage, boîtes à boutons, signalisations palières...

Il remettra l'ensemble des échantillons au Maître d'Œuvre qui le présentera pour approbation au Maître d'Ouvrage ou à son représentant.

7.14. Risque amiante

Le cas échéant, le Maître d'Ouvrage, conformément à la législation en vigueur fera réaliser un repérage amiante avant travaux selon une liste précise de travaux et un périmètre défini.

Les documents à fournir par le Maître d'Ouvrage en accord avec la réglementation relative aux matériaux contenant ou susceptible de contenir de l'amiante :

- DTA Document Technique Amiante
- Rapport de Repérage Avant Travaux des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, réalisé sur l'intégralité du périmètre des travaux.

Pour les matériaux ou produits contenant de l'amiante issue des organes des ascenseurs et mentionnés au repérage amiante avant travaux, le titulaire devra prévoir à sa charge les procédures adaptées de dépose, de conditionnement, d'évacuation, de suivi et de retraitement des déchets contenant de l'amiante.

Lors de sa visite sur site, si l'entreprise identifie des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante n'ayant pas été repéré dans le rapport amiante avant travaux, elle devra le signaler. Le Maître d'Ouvrage fera réaliser un repérage amiante complémentaire.

Cependant, la présence de matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante en parties cachées ou non, dans les gaines et les locaux de machinerie reste envisageable. Dans la mesure où le personnel de l'entreprise rencontrerait ce type de matériaux ou de produits, le chantier serait immédiatement arrêté. Le Maître d'Ouvrage dûment avisé prendra toutes mesures utiles qui s'imposent. L'enlèvement et le retraitement de l'amiante ne serait bien sûr pas à la charge du titulaire.

7.15. Tenue du chantier – contrôle du respect des règles d'hygiène

Compte tenu de l'occupation du bâtiment, le titulaire veillera tout spécialement :

- À la sécurité des abords du chantier pour les personnes ;
- Au parfait état de propreté du chantier et de ses abords,
- À la gestion des nuisances sonores avec l'accord du Maître d'Ouvrage,
- À l'obtention de permis de feu après avis auprès du Maître d'Ouvrage.

Le chantier devra être constamment en parfait état de propreté. Le titulaire devra les protections de sol, mur, escaliers, etc....qu'elle jugera nécessaire et l'enlèvement des gravats, emballages ainsi que le nettoyage intégral de sa zone d'intervention.

Le Titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour assurer la protection de l'étanchéité des terrasses au niveau de leur zone de travail (cheminements compris).

Un état des lieux des parties communes sera réalisé avant les travaux. Un état des lieux contradictoire sera réalisé en fin de chantier.

Si le titulaire tentait de se soustraire à l'obligation d'enlever les matériels ou gravats provenant de ses travaux, le Maître d'ouvrage ou son représentant ferait alors procéder après mise en demeure, au nettoyage par une entreprise spécialisée, aux frais uniques de titulaire défaillante.

Un nettoyage minutieux des zones de travail devra être réalisé, à charge du titulaire d'en organiser la prestation.

Une protection au sol (type tapis) sera également prévue pour préserver la propreté de l'espace de circulation, pendant toute la durée des travaux.

En ce qui concerne l'approvisionnement du matériel, le stockage de matériel neuf sera réalisé dans les machineries. Le matériel neuf sera livré sous emballage plastique et son parcours jusqu'à la machinerie sera aussi court que possible. Aucun stockage même temporaire ne sera toléré sur les paliers.

Les accès de circulation et les zones d'interventions sur l'appareil disposant d'une machinerie commune devront être parfaitement sécurisés (balisage, éclairage, accessibilité...)

L'évacuation du matériel usagé sera réalisée au fur et à mesure de l'avancement des travaux, à une fréquence qui sera définie par le maître d'ouvrage et le responsable technique de l'Etablissement (de façon hebdomadaire ou bi mensuelle). Ces évacuations seront planifiées pour éviter les croisements avec l'activité des services.

Centre Hospitalier en activité :

Toutes les unités de soin voisines au chantier sont en service avec des patients fragiles.

Les travaux ne doivent en aucun cas perturber les activités des hôpitaux.

Les agents devront veiller à ne pas gêner le passage des circulations (escabeaux, câbles, caisses à outils, etc....). Aucun stockage de matériel ne sera toléré dans les circulations. Aucun personnel ou patient ne devra être exposé ou en contact avec le chantier en cours. Il faudra limiter au maximum les nuisances sonores, le CH se réservant le droit d'arrêter les travaux bruyants à tout moment.

Les patients très fragiles (immunodéprimés) ne tolèrent aucune poussière. Les agents devront veiller à ne pas véhiculer de la poussière notamment lors des activités suivantes, transport de matériels, travaux en gaine technique, travaux avec les portes des Accès Chantier ouvertes, ouvertures de faux plafonds, etc... Les choix des méthodes d'exécution doivent prendre en considération les risques aspergillaires/nosocomiaux, le titulaire devra établir un plan de prévention en amont des travaux.

Pour les appareils concernés par le remplacement des portes palières, le titulaire des travaux devra isoler physiquement chaque appareil derrière des sas paliers rigides, en matériau sans apport calorifique et étanches, pour travailler en toute sécurité et limiter les propagations des poussières dans les circulations.

Un nettoyage minutieux (à l'humide) des zones de travail devra être réalisé chaque jour. Un panneau « Chantier Interdit au Public » sera apposé sur chaque porte de SAS. Un verrou cylindre à molette sera installé sur la porte. Les clefs d'accès à ces SAS seront identiques et seront fournis en deux jeux au PCS dès le début des travaux.

De plus un balisage sera mis en place pour permettre la visualisation de la zone de travaux, et en interdire l'accès.

Un permis feu est établi chaque semaine pour toutes opérations qualifiées de « travail par point chaud ».

Cette terminologie englobe les opérations de soudage, de découpage de métaux, et toutes opérations génératrices de chaleur, d'étincelles ou de flamme nue. Le titulaire fournit pour chaque poste de travail un extincteur en validité. De plus, le permis feu est nécessaire dans le cas d'émission de poussières.

Toutes demandes de documents, d'interventions, de coupures doivent être très anticipées.

7.16. Spécifications particulières

L'ensemble des travaux nécessaires au bon achèvement des ouvrages est compris dans le présent marché, notamment :

- Les études nécessaires permettant de s'assurer que les travaux à réaliser ne compromettent pas la solidité des ouvrages ou de l'installation existantes ;
- Le transport et le stockage sur le chantier ;
- La manutention de l'ensemble du matériel.
- La dépose et l'enlèvement de tout le matériel non réutilisé ;
- La fourniture et la pose de tout le matériel nécessaire à la parfaite mise en œuvre de l'ascenseur conformément aux spécifications du présent CCTP, et si nécessaire :
 - La maçonnerie nécessaire à l'implantation du nouveau matériel ainsi que tous calfeutrements et raccords de maçonnerie ;
 - Les travaux de scellements et de percements ;
 - La serrurerie nécessaire à l'implantation du nouveau matériel ;
 - Le traitement en peinture antirouille et peinture de finition des éléments métalliques ;
 - Le raccordement des systèmes d'alarme ou de télésurveillance
 - Les finitions en termes d'esthétique afin de garantir un état final identique à l'existant avant travaux
- L'ensemble des protections pour la sécurité des personnes à assurer pendant les travaux. Le balisage des zones à risques, les protections des baies palières et toutes protections collectives nécessaires à la sécurité des usagers.
- La vérification de la compatibilité du disjoncteur en pied de colonne avec le matériel installé et son remplacement dans le cas d'une incompatibilité ou de dysfonctionnement constaté à la mise en service.

7.17. Modifications ou travaux effectués sur des ascenseurs marqués CE

Lorsque, sur les ascenseurs soumis aux exigences de la directive ascenseurs, sont entrepris des travaux impactant les exigences essentielles de sécurité de cette directive, le titulaire fournira une déclaration attestant que la validité du marquage CE d'origine est conservée. Les entreprises ne disposant pas d'un Système d'Assurance Qualité Complet ou d'une organisation interne permettant de répondre aux prescriptions "Conception et développement des produits et service" suivant la norme ISO 9001 feront intervenir, à leur charge, un organisme notifié chargé d'évaluer le maintien de la conformité. Dans le cas où la solution technique mise en œuvre aura fait l'objet d'un examen spécifique par un organisme notifié validant sa conception, le titulaire pourra s'affranchir de l'intervention de l'organisme notifié chargé d'évaluer le maintien de la conformité en fin de travaux.

Le titulaire devra mettre à jour à l'issue des travaux, les dossiers techniques ainsi que le manuel d'instructions de l'appareil et fournir l'ensemble des documents relatifs à la solution technique mise en œuvre.

ARTICLE 8 - PENALITES

Toutes les pénalités sont dues et ce quels que soient leurs montants.

Les pénalités sont cumulables, leur montant n'est pas plafonné et aucune exonération de pénalités n'est possible.

Lors de la constatation, le point de départ des pénalités, débute à compter de la réalisation du retard, de l'évènement ou du manquement, sous réserve que l'ensemble des pièces nécessaires à l'accomplissement de la prestation ait été communiqué. L'information du Titulaire prendra la forme d'un courriel ou d'un courrier en AR ou d'un fax.

Le maître d'ouvrage apprécie l'opportunité de l'application des pénalités.

Désignation	Montant de la pénalité
Pénalités pour retard dans la production des documents obligatoires liés au marché (attestations d'assurance, demande de sous-traitance, etc.)	150 € / jour calendaire
Pénalités pour retard dans la remise de documents de préparation du chantier et d'exécution, de devis détaillés et accompagnés de pièces justificatives, de plans, de documents de méthodologie d'exécution, d'ordonnancement et de planification détaillées programme d'exécution et du PPSPS	150 € / jour calendaire
Pénalités pour absence ou retard aux réunions (pour toute absence ou retard supérieur à 1/2H qui n'a pas été dûment justifié).	150 € par manquement
Pénalités pour non-respect des obligations en matière de tri et gestion des déchets.	500 € / manquement
Pénalités pour non-respect des mesures d'hygiène et de sécurité	500 € / manquement
Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux	300 € / jour calendaire
Pénalités pour retard dans la remise des documents fournis après exécution (DOE ou DIUO)	300 € / jour calendaire
Pénalités pour retard dans les interventions dues au titre de la levée des réserves.	300 € / jour calendaire
Pénalités pour retard dans les interventions dues au titre de la Garantie de Parfait Achèvement.	300 € / jour calendaire.
Défaut d'encadrement sur le chantier	500 € / manquement constatée
Défaut de la présentation des échantillons de matériau et matériels de construction	150 € / jour calendaire
Trouble de la circulation autour du chantier	500 € par infraction constatée
Défaut du respect des consignes du coordonnateur SPS	500 €/jour calendaire

ARTICLE 9 - PROVENANCE DES MATERIAUX, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE

Le titulaire doit pouvoir justifier la provenance des matériaux et produits. Ces matériaux et produits doivent répondre aux normes et spécifications françaises et européennes ainsi qu'à toutes celles exigées par le CCTP.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre et/ou du Pouvoir Adjudicateur les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

Toutes les marques et références de produits potentiellement cités au présent marché sont donnés à titre indicatif, elles servent à fixer le niveau de prestations et qualités à obtenir. Lorsque dans les pièces du marché, il est fait référence à un matériel, le Titulaire du marché est tenu de soumettre les matériaux dits équivalents à l'approbation du Maître d'œuvre et/ou du maître d'ouvrage à la période de préparation et la période d'étude.

Tous les composants entrant dans la composition des ouvrages et matériels de l'opération doivent offrir, au jour fixé pour la réception, une fiabilité égale à celle que ces composants ont à l'état de neuf.

Le titulaire supporte les frais de cessions, licences et obtient les autorisations nécessaires à l'utilisation et à l'emploi des matériaux, matériels, procédés de fabrication couverts par des brevets, licences, dessins ou modèles, marques de fabrique ou de commerce ; même si ces matériaux, matériels, procédés de fabrication lui sont imposés par les documents contractuels.

ARTICLE 10 - RECEPTION DES TRAVAUX

10.1 Réception

Les dispositions du Chapitre 5 du CCAG-Travaux s'appliquent.

10.2 Remise des documents conforme à l'exécution

15 jours avant le jour de la réception définitive, le titulaire est tenu de livrer, en deux exemplaires, un dossier technique comportant les éléments listés dans le CCTP.

ARTICLE 11 - ASSURANCE

11.1 Généralités

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, chaque entrepreneur ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché, doivent justifier qu'ils sont titulaires des assurances en état de validité énumérées ci-après. Passé ce délai, le maître de l'ouvrage pourra se substituer à l'entrepreneur défaillant et en déduire les montants correspondants par précompte.

Cette attestation devra préciser outre l'identité de la compagnie d'assurances, le numéro de la ou des polices, le montant des franchises et elle devra faire état d'une reconnaissance de l'entrepreneur à l'assureur du droit à notifier au maître de l'ouvrage tous frais de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties de cette police d'assurances.

Cette attestation devra être émise par la direction de la compagnie d'assurances et non par le courtier ou l'agent.

L'attestation de sa compagnie d'assurances, que l'entrepreneur doit présenter doit dater de moins de 3 mois et indiquer que la police ou les polices sont en bon état de validité, et que l'entrepreneur lui-même est en règle de paiement des primes exigibles.

En cas de carence d'un entrepreneur, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de verser directement aux compagnies d'assurances les primes qui pourraient leur rester dues au titre du présent marché. Celles-ci seront alors prélevées sur le solde dû à l'entrepreneur.

Si cette procédure s'avérait inapplicable, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de souscrire l'assurance nécessaire pour le compte et aux frais de l'entrepreneur défaillant.

11.2 Responsabilité civile

Chaque entrepreneur et intervenant dans l'opération, doit être titulaire d'une police personnelle de Responsabilité Civile, couvrant les dommages de toutes natures garantissant sa responsabilité en cas d'accident ou de dommages causés aux tiers par la conduite des travaux ou leur modalité d'exécution.

La ou les polices devront couvrir les responsabilités de tous les intervenants, que ce soit pendant la durée des travaux, mais également après réception des travaux, du fait de tout événement engageant leur responsabilité civile sur le fondement des articles 1382 à 1384 du code civil.

Cette ou ces polices d'assurances de Responsabilité Civile devront comporter une garantie suffisante et en rapport avec l'opération et les travaux du lot concerné. Le maître de l'ouvrage se réserve d'exiger une augmentation du plafond de l'assurance de Responsabilité Civile par catégorie de risque si les travaux nécessitent une assurance aux tiers plus étendue.

11.3 Assurance de Responsabilité Décennale

Tous responsables au titre des articles 1792 et 1792-1 du code civil doivent justifier qu'ils sont titulaires d'une police d'assurance obligatoires de Responsabilité décennale selon les modalités applicables au jour de la signature du marché et comportant la garantie de tous les risques définies par les articles 1792, 1792.2, 1792.3 et 1792.4 du code civil, ainsi que les clauses prévues tant par la loi n° 78.12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction, que par ses décrets et arrêtés d'application (notamment les risques découlant pour le traitant principal de la défaillance éventuelle d'un sous-traitant).

Si l'entrepreneur n'est pas titulaire d'une qualification délivrée par un organisme de qualification, l'attestation fournie pour la police Responsabilité décennale devra préciser la nature des activités garanties.

Les entreprises ne relevant pas d'un syndicat affilié à la Fédération Nationale du Bâtiment devront fournir des attestations d'assurances obligatoires de responsabilité correspondant à leur profession et garantissant leurs responsabilités qui pourraient découler des articles 1792 et suivants du code civil.

Assurance des approvisionnements :

Il est rappelé que les approvisionnements sur chantier en usine ou atelier qu'un entrepreneur veut porter dans un décompte, doivent être couverts pour leur valeur totale par une assurance garantissant les approvisionnements contre tous les risques (entre autres vols, incendies, dégradations, etc....). L'entrepreneur devra fournir au maître de l'ouvrage la police d'assurance en couverture des risques cités ci-dessus.

ARTICLE 12 - MESURES COERCITIVES ET RESILIATION

12.1 Exécution aux frais et risques

Conformément aux dispositions de l'article 52.4 du CCAG-TRAVAUX, en cas de mise en demeure restée sans effet, il pourra être fait exécuter, aux frais et risques du titulaire, la poursuite des travaux.

A ce titre, en cas d'absence de levée de réserve au-delà des délais accordés au titulaire, le maître d'ouvrage pourra recourir à l'exécution aux frais et risques.

Les précédentes dispositions ne font pas obstacle à l'application des pénalités et à la mise en œuvre de la résiliation définie à l'article 50.3.1 du CCAG-TRAVAUX.

12.2. Résiliation du marché pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 50.4 du CCAG sans préjudice de l'application des dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 50.4 du CCAG travaux, l'indemnité de résiliation est fixée à **3%** du montant initial du montant HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

12.3. Résiliation du marché pour faute de l'Entrepreneur

En cas de résiliation pour faute du titulaire, il sera fait application de l'article 46.3 du CCAG-travaux avec les précisions suivantes :

- L'Entrepreneur n'a droit à aucune indemnisation ;
- La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, et par dérogation à l'article 52.1 du CCAG travaux, l'Entrepreneur dispose de 8 jours

à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

ARTICLE 13 – Dispositions diverses

13.1. Interprétation – droit applicable

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

Dans tous les cas, le droit applicable est le droit français.

13.2. Langue applicable au marché

Si le Titulaire est de nationalité française :

Les pièces constitutives du marché sont rédigées en français.

Durant l'exécution du marché, tous les services fournis, les documents remis et les livrables associés aux prestations seront rédigés en langue française.

Si le Titulaire est de nationalité étrangère :

Les pièces constitutives du marché doivent comporter un exemplaire en langue française ; seul cet exemplaire fait foi entre les parties signataires.

Durant l'exécution du marché, la langue française sera imposée pour la rédaction de la version définitive des livrables associés aux prestations du Titulaire.

13.3. Tribunal compétent en cas de litige

Conformément à l'article R 312-11 du Code de Justice Administrative, les parties conviennent de saisir le Tribunal Administratif de Paris, dans le ressort duquel est domicilié le maître d'ouvrage.

Les dispositions du Chapitre VII du CCAG Travaux s'appliquent.

ARTICLE 14 - DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX

Le présent CCAP déroge :

Par son article	A l'article du CCAG-tvx	OBJET
4	4	Pièces contractuelles
4.3	9	Révision des prix
2.4.1	18.1.1 et 28.1	Nombre d'ordre de service et durée de préparation du chantier
8	19	Pénalités